

Rencontrer



ESTELLE HOFERT / HANS LUCAS POUR LA CROIX

Jean Rottner

« Cette crise
est un tournant
politique »

Président de la région Grand Est et médecin urgentiste de métier, Jean Rottner a émergé comme l'une des principales figures d'élu local au cœur de la crise du Covid-19. Il revient sur la manière dont elle l'a bousculé intérieurement, et sur ses espoirs pour le monde d'après.

Recueilli par Gauthier Vaillant
Photo : Estelle Hoffert/Hans Lucas pour La Croix L'Hebdo

POURQUOI LUI

Le grand public l'a découvert au plus fort de la crise sanitaire qui s'est abattue chez lui avant de toucher toute la France. « Chez lui », car Jean Rottner, 53 ans, n'est pas seulement le président de la région Grand Est. Il est aussi l'ancien maire de Mulhouse, ville très touchée par l'épidémie, qui l'a vu naître, et où il a exercé son premier métier de médecin urgentiste. Des soignants désespérés jusqu'au sommet de l'État, il a joué dans la crise un rôle clé. Une expérience qui l'a bousculé au-delà de toute préparation possible, et sur laquelle il a accepté de revenir pour *La Croix L'Hebdo*. Mais il se tourne déjà vers l'avenir, voulant voir dans cette crise une opportunité pour sa vaste région, entité nouvelle et critiquée qui, croit-il, peut en ressortir renforcée. Croyant discret, époux et père, homme de droite qui refuse de s'enfermer dans des étiquettes, prônant la justice sociale et la bienveillance, il ne manque pas de convictions sur la manière dont l'État pourrait se réformer, en partenariat avec les territoires.

out d'abord, comment allez-vous, et comment va la région Grand Est ?

Nous en sommes à plus de deux mois de crise dans la région, le premier malade étant entré en réanimation le 2 mars. Ce sont deux mois de travail non-stop, d'engagement quotidien sur tous les fronts, sanitaire d'abord, aujourd'hui économique, politique aussi, mais au sens noble du terme : il ne faut pas être dans la désespérance face à cette situation, mais tracer les chemins, montrer la direction à prendre, redonner des signes d'encouragement, ce qui est extrêmement difficile pour beaucoup d'entre nous. Nous avons tous connu des décès de proches, des gens qui ont fait trois, quatre, cinq semaines de réanimation. Moi-même, j'ai des amis qui ont vraiment lutté contre la mort, certains qui sont partis. Nous sommes tous touchés dans notre chair, dans notre cœur par cette situation. Il faut faire face.

Le grand public vous a découvert comme président de région et ancien médecin urgentiste. Que vous a apporté cette double expérience ?

Mon expérience de médecin m'a permis de mieux comprendre de ce qui était en train de se passer. Je me sens d'autant plus concerné que je suis aussi président du conseil de surveillance de l'hôpital de Mulhouse. Ma position de président de région, très vite, m'a obligé à prendre des décisions face à des situations qui ne bougeaient pas. Sur la question des masques, je me faisais interpellé par des généralistes, des infirmières qui montaient au front sans équipement. C'était inadmissible. On a trouvé la solution localement, c'est la force des gouvernements locaux. En 24 heures, nous avons trouvé 1,4 million de masques stockés par des entreprises. À partir du moment où on a eu la possibilité de commander des masques, nous en avons commandé 5 millions. Je cherchais comment rattraper notre retard, car l'épidémie avait toujours un coup d'avance. Il s'est agi aussi parfois de prendre de vitesse les lourdeurs administratives.

Comment, d'ailleurs, êtes-vous passé de la médecine à la politique ?

Toute ma carrière politique est faite de moments qui se sont présentés et que je n'avais pas prévus. J'étais patron du pôle Samu-Smur-urgences de

l'hôpital de Mulhouse et suppléant de la députée du secteur. En 2007, Nicolas Sarkozy fait l'ouverture et prend Jean-Marie Bockel, le maire socialiste de Mulhouse, dans son gouvernement. En échange, il est décidé que la deuxième place sur la liste aux municipales suivantes (*en 2008, NDLR*) reviendrait à la droite. C'est tombé sur moi, je me suis retrouvé premier adjoint. Puis en 2010, Jean-Marie Bockel me laisse, à ma grande surprise, les clés de la mairie. On s'était bien entendus, mais ce n'est pas banal de refiler la mairie à quelqu'un qui n'est pas de votre sensibilité politique ! Je suis donc devenu maire. Puis en 2017, alors que j'étais vice-président de la région chargé de l'économie, mon prédécesseur, Philippe Richert, a lui aussi décidé de démissionner. Ce n'était absolument pas prévu. Personnellement et au niveau familial, cela a un peu bouleversé les choses, mais je suis devenu président de région. Ma carrière politique découle d'un engagement personnel et d'une éducation que j'ai reçue, mais elle est plutôt le fruit du hasard. Quand vous êtes médecin, a fortiori urgentiste, vous ne vous prédisposez pas à la politique. Ce sont des portes qui s'ouvrent, on en franchit le seuil, voilà.

Au plus fort de la crise, avez-vous ressenti de la frustration de ne plus exercer ?

Je suis allé donner quelques rares coups de main en régulation pour les soulager un petit peu. Bien sûr ça démange, on voudrait en faire partie. Mais on ne peut pas être et avoir été. Il faut rester à sa place. Au bout de dix ou douze ans sans pratique, il faut rester humble, et ne pas vouloir remettre la blouse trop rapidement. J'ai eu l'occasion de le faire un peu début novembre, car le service était déjà en crise en attendant un nouveau chef. J'ai pu alors mesurer la difficulté. On ne plaisante pas avec une prise en charge aux urgences. Il faut pratiquer, répéter les gestes, ne pas perdre en connaissances médicales, et on perd très vite. J'étais toutefois en contact quasi quotidien avec le chef du service urgences et la directrice de l'hôpital, j'ai essayé de coordonner, soulager, faciliter comme je pouvais. Je n'étais pas très loin. L'hôpital militaire de campagne n'est pas venu par hasard, les appels à l'aide que j'ai pu formuler par mes réseaux ont touché le sommet de l'État. J'ai aidé comme je pouvais, mais à ma place.

Étiez-vous préparé à vivre une telle crise ?

Franchement non. Personne n'était préparé, ça a été d'une violence extrême. La première ou deuxième semaine de crise, j'ai eu un confrère au bout du fil que j'ai écouté pendant quarante minutes. Il avait des sanglots dans la voix, en parlant de ce qu'il vivait, de ses équipes, des jeunes infirmières qui sortaient de l'école et qui étaient incapables de se dire qu'elles assumaient là leur rôle de soignant. Elles voyaient partir des gens qui allaient très bien, et qui étaient morts quatre heures après. C'est la réalité de ce virus. Même les accompagnateurs de la cellule médico-psychologique ont été



secoués par les témoignages qu'ils ont entendus. Ça a été humainement et professionnellement très difficile. Ce sont des moments auxquels vous repensez régulièrement, quand vous êtes soignant. Je repense encore aujourd'hui à des échecs de soin que j'ai moi-même connus... On n'oublie jamais. Ce n'est pas comme une cicatrice sur le corps, c'est dans l'esprit, et je vous assure que ça travaille. Le côté subit, brutal, de la crise laissera des traces chez tous ces soignants.

Et chez vous ?

Moi, je n'ai pas vécu ces situations aussi directement. Mais oui, ça laissera des traces. L'intensité de la crise, la nécessité de s'élever, de garder de la distance. On apprend toujours de ces situations. J'ai été marqué par les témoignages que j'ai entendus, les coups de fil, les discussions, les encouragements qu'il a fallu donner, la hauteur qu'il a fallu prendre pour que les autres puissent tenir.

Dans quelles ressources avez-vous puisé pour prendre du recul au plus fort de la crise ?

J'ai une famille sur laquelle je peux m'appuyer, c'est essentiel. Ma femme, mes trois enfants. Un de mes enfants est d'ailleurs interne en médecine d'urgence et vit la crise de l'intérieur. C'est

forcément un motif d'inquiétude pour moi, mais je comprends sa passion, son engagement. On est une cellule familiale proche et mes premières ressources viennent de là. De cette capacité, en famille, à laisser parfois le fardeau, même si ce n'est pas toujours simple parce que je leur impose un rythme. Il est nécessaire que je puisse m'évader avec eux, ne serait-ce que le temps d'un repas. J'ai eu des parents qui m'ont appris cet engagement pour les autres, à être dans le respect et l'écoute, leur leçon de vie me sert toujours aujourd'hui.

Et la foi ?

Oui, je suis croyant. Cela m'apporte une forme de sérénité. La foi vous apprend à croire en une forme de mystère qui vous dépasse, à accepter de ne pas tout comprendre. C'est quelque chose qui m'appelle, parce que c'est plein d'espoir. Pour autant, je ne cherche pas à lire des signes dans la crise actuelle. La foi nous met aussi en responsabilité par rapport à nous-mêmes, aux autres, à nos engagements. Ce qui m'aurait fait me sentir le plus mal, cela aurait été de regarder passer les trains. La foi me construit, elle structure mon engagement, et elle est un moteur de mon action.

Ces événements ont-ils suscité chez vous des questionnements intérieurs ?

Je me suis beaucoup interrogé sur mes propres choix personnels, sur le lien de ces choix avec mes engagements politiques, sur la valeur de ma parole politique aussi. Je parle beaucoup de justice sociale, et l'un de vos confrères m'interrogeait l'autre jour : « *Est-ce que c'est un discours de droite ?* » Pourquoi, aujourd'hui, ne serait-ce pas le cas ? Mon histoire politique ne va pas m'empêcher de parler avec sincérité de la manière dont je ressens les choses, même si cela détonne. Cette crise m'a profondément questionné sur le sens même de mon positionnement, et sur ma capacité à rester moi-même, avec mes valeurs. Mon expérience de médecin m'a appris le travail en équipe, la prise de décision rapide, mais aussi l'humanité, et l'humilité face à l'échec et à la mort.

Dans cette crise, il faut être humble, mais aussi trouver des solutions, dans l'immédiat et pour l'avenir, afin de donner des perspectives. Dans les enquêtes d'opinion, 80 % des gens se disent en colère. J'ai ma part de responsabilité, et je suis responsable aussi de proposer des réponses. Être plus à l'écoute, disponible, parler simplement aux gens, faire de la politique différemment. C'est comme cela que j'essaie d'habiter mon rôle. J'ai été maire et j'essaie d'adopter la même logique de proximité à la tête de la région.

Qu'est-ce qui aura été le plus traumatisant, selon vous, dans cette période ? Le grand nombre de morts ?

Avant le nombre, c'est la solitude de la mort qui est terrible. Comme médecin, j'ai accompagné bon nombre de personnes dans leurs derniers instants. Parfois, ils étaient seuls, par les circonstances de la

vie... Mais même pour ceux-là, avoir simplement une main dans la leur leur permettait de partir de manière rassérénée. Là, compte tenu du nombre, certains sont partis seuls, loin des leurs, sans pouvoir échanger un dernier regard avec leur famille ou même un soignant. C'est le plus terrible, d'autant que la mort est parfois survenue très rapidement. Je comprends la colère des familles, parce qu'on leur a interdit d'être là dans ces derniers instants. C'était pourtant l'attitude raisonnable... Oui, partir seul, cela doit être terrible.

Où en est le moral des habitants ?

Aujourd'hui, subsiste encore une forme d'angoisse et de peur, ce qui est normal. Reste beaucoup d'interrogations sur la suite. Mais on trouve aussi chez les habitants une envie décuplée de se battre, parce qu'on ne souhaite pas que cette image épidémique colle durablement à notre territoire.

Dans la crise, il faut un patron, une organisation, des messages clairs et simples. Or, depuis le début, cela n'a jamais été évident. Nous avons été confrontés à une multiplicité de messages et d'interlocuteurs, ce qui a pu renforcer les inquiétudes. D'où certaines de mes prises de position, de mes montées au créneau, pour demander des directives claires, et dire aussi qu'il fallait parfois nous laisser, nous, élus locaux, prendre la main.

Doit-on comprendre que vos relations avec le sommet de l'État ont été difficiles ?

Pas du tout ! J'ai de bons rapports avec Édouard Philippe, tout comme avec Olivier Véran et Jean Castex (*le délégué interministériel au déconfinement, NDLR*). Eux aussi sont confrontés parfois à des verrous extrêmement forts. À l'heure où je vous parle, cela fait trois semaines que nous attendons une certification du Centre national de référence pour des tests sérologiques, et qu'elle nous est chaque fois promise pour la semaine suivante ! Alors que nous sommes en pleine crise ! Cela, ce n'est pas la faute d'un ministre, c'est une administration de la santé qui a ses propres lourdeurs. Comme élu local, je considère que j'ai un devoir d'alerte, un devoir de protection et un devoir d'action. C'est ce que j'ai essayé de décliner depuis le début de cette crise. Sans être dans la contestation de principe, il n'y a pas de débat là-dessus, il faut l'unité nationale et il est hors de question de faire de la politique politicienne.

J'ai eu un dialogue parfois direct avec le chef de l'État. Je l'ai averti dès le 5 mars en lui disant « *attention, il y a une différence entre le discours national et la réalité du terrain. Ici c'est une vraie épidémie, prenez-en conscience* ». Il m'en a remercié, et nous sommes d'ailleurs passés très rapidement après au « stade 2 renforcé » de l'épidémie, avec des dispositions particulières pour le Haut-Rhin et l'Oise. Je n'ai jamais eu dans cette crise de conflit avec un représentant du gouvernement. Je leur ai dit des choses claires, ils en ont tenu un minimum compte. Ce dont je me plains, c'est des lourdeurs, et de la centralisation excessive d'un



Le Covid-19 dans le Grand Est

Entre le 1^{er} mars et le 6 mai, la région Grand Est comptait 3 037 personnes hospitalisées pour Covid-19, 1552 résidents décédés dans des établissements pour personnes âgées - médicalisés ou non - (chiffres publiés par l'ARS et Santé publique France). Le Haut-Rhin et la Moselle ont été particulièrement touchés.



« Cette crise m'a profondément interrogé sur la valeur de ma parole politique. »

certain nombre de décisions. L'administration de l'État doit faire confiance aux territoires, ce n'est pas faire preuve de faiblesse. Inversement, les territoires ne doivent pas tout exiger de l'État.

Justement, vous êtes à la tête d'une nouvelle région qui, lors de sa création en 2016, a été critiquée pour son immensité et son manque de cohérence territoriale. Dans la crise, avez-vous réussi à susciter une dynamique commune à l'ensemble de la région Grand Est ?

Indéniablement, oui. Nous avons réussi à parler à tout le monde au même moment, à ne pas tout attendre de l'État et à prendre notre destin en main. Nous avons par exemple créé un fonds « résistance », associant la Banque des territoires, les intercommunalités, les départements et la région, destiné à traiter en finesse les besoins des territoires. Tout le monde a participé sans se poser de questions. Je crois que la région y a gagné en cohérence et en cohésion.

L'avenir de la région d'ailleurs ne passera pas par elle seule. L'avenir, c'est le Grand Est avec la Bourgogne-Franche-Comté, régions qui sont regardées parfois d'un peu loin parce que nous n'avons pas la mer, ni Les Sables-d'Olonne ou l'île

de Ré, parce que nous ne sommes pas le lieu de vacances de prédilection des Parisiens. Aujourd'hui, je souhaite transformer cette image. Nos vignes sont inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco, nos cathédrales quasi-millénaires ont construit l'Histoire de France, le nombre de nos lacs est incomparable. Finalement, le soleil se lève à l'Est.

Allez-vous jusqu'à dire que cette crise représentante, d'une certaine manière, une chance pour la région ?

C'est un nouveau départ. Cette épidémie va nous permettre de montrer notre capacité de résilience, d'être une région innovante, d'attirer des capitaux et peut-être de nous relever plus fort et plus vite que d'autres territoires moins touchés par l'épidémie. Rien que sur les plans financier et budgétaire, nous allons devoir redéfinir nos priorités, ce qui suppose des choix politiques. Il faut en faire une chance pour l'économie, l'innovation, la transition écologique et l'agriculture dans nos territoires. C'est un tournant politique intéressant, exaltant, à condition de parvenir à bien prendre ce virage. Pour cela, il faut redoubler de contacts, d'écoute, d'affirmation du fait régional dans sa compétence, son leadership économique.



La région Grand Est
Née le 1^{er} janvier 2016, non sans heurts, de la fusion des régions Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine, cette région administrative a pour chef-lieu Strasbourg. D'une superficie de 57 430 km², elle réunit 5,5 millions d'habitants. Suite à la crise sanitaire, le conseil régional a lancé le 5 mai une plateforme numérique participative, « Ma Région Demain » : maregiondemain.fr

MAXILOTTIMAGES

« Le monde d'après ? Un pays dans lequel bienveillance et exigence iraient de pair. »

L'unité nationale à laquelle vous avez fait référence, doit-elle se prolonger ?

Non, nous serons forcément rattrapés par les jeux politiques. D'ailleurs, le débat est nécessaire aussi. Moi, je ne cherche pas le consensus, je souhaite que le territoire progresse. Et le Grand Est a besoin de progresser, il faut le dire, et je porterai haut l'étendard de notre territoire. Depuis le début de cette crise, nos initiatives sont guidées par cette nécessité de redonner confiance à tout le monde, de ne pas être dans la désespérance. J'aime dire qu'il faut « *déconfiner lentement le plus vite possible* ». Lentement, pour ne pas commettre d'erreur sur le plan sanitaire, et le plus vite possible parce que notre économie doit repartir. Pour cela, nos concitoyens ne doivent pas se morfondre, il faut leur redonner l'envie et les moyens d'être positifs.

Y a-t-il des changements concrets que vous envisagez déjà à l'issue de cette crise ?

Sur l'agriculture par exemple, je pense qu'il faut développer une troisième voie entre le bio et l'agriculture conventionnelle. Une agriculture bas carbone, faiblement consommatrice d'intrants, avec de la main-d'œuvre non délocalisable. En matière d'industrie, nous devons conditionner nos soutiens aux entreprises à leurs efforts pour une transition durable. Dans la filière automobile, nous devons travailler à développer davantage la production de véhicules électriques ou à hydrogène, génératrice d'emplois non délocalisables et de mobilités durables.

Nous sommes maintenant à l'heure du déconfinement. De quoi rêvez-vous pour le « monde d'après » ?

Une forme de justice sociale différente, renouvelée, un idéal européen qui ne se recroqueville pas sur lui-même. Il y a danger, l'Europe a pris un sacré coup à travers cette crise, et pourtant nous avons trouvé des solutions sublimes entre régions frontalières. Le mot bienveillance me vient aussi à l'esprit, il est loin d'être étranger à ma manière d'envisager la politique. Le monde d'après, cela pourrait être un pays dans lequel bienveillance et exigence iraient de pair.

Êtes-vous de ceux qui se rallient à l'idée d'une nécessaire « démondialisation » ?

Je ne suis pas contre la mondialisation. La relocalisation, tout le monde en parle, moi je suis extrêmement méfiant. Je crois plutôt aux entreprises capables de transformer très rapidement leur production. Il est nécessaire d'adapter notre industrie à ces crises rapides susceptibles de survenir.

Beaucoup, à commencer par Emmanuel Macron, ont fait le constat de la nécessité de mieux protéger les services publics, en particulier dans le domaine de la santé...

Il faut un nouveau pacte social dans ce pays, pour concilier la nécessité du « *sang et de la sueur* » exprimée récemment par le président du Medef, et les revendications des syndicats. Chacun devra mettre de l'eau dans son vin. Il faut davantage de justice sociale, il y a eu les « gilets jaunes », la grève contre la réforme des retraites, et beaucoup de colère après la phase de sidération de la crise. Qu'on le veuille ou non, nous avons besoin de plus de justice sociale. Mais la justice sociale passe aussi peut-être par un rapport retrouvé au travail, une exigence qui ne peut pas être celle des 35 heures. Notre économie doit s'adapter, mais aussi en rémunérant mieux les gens qui travaillent au quotidien dans une entreprise, et pas uniquement le grand capital. L'hôpital fait partie de ce nouveau pacte social. Nous avons bien vu qu'avec une vision strictement budgétaire, on arrive à des catastrophes. Pour faire évoluer l'hôpital, une acceptation commune de son déficit est indispensable, mais il faut aussi une participation aux frais pour ceux qui le peuvent. Le tout-gratuit n'est pas non plus la bonne réponse sociale.

Qui doit porter ce nouveau pacte social ?

J'organiserai une conférence d'ici au mois de juin dans le Grand Est, sans doute avec la préfète. Nous devons être actifs, entendre tout le monde, être exigeants sur la nécessité d'évoluer vers un système plus performant socialement. Et je crois qu'une telle conférence sociale devrait aussi avoir lieu au niveau national.

Un nouveau « grand débat » ?

Non, il faut de l'efficacité. Il y a des organisations syndicales et patronales, il y a des élus, un parlement, un gouvernement : parlons-nous, et vite !

L'hypothèse d'un gouvernement d'union nationale a circulé ces dernières semaines. Serait-ce, selon vous, une bonne piste pour élaborer ce monde d'après ?

J'ai toujours eu un peu de mal avec ce concept. Un gouvernement d'union nationale, dans quel but, pour faire quoi, et à quel moment ? Essayons déjà de résoudre cette crise énorme. Elle nécessite que chacun reste à sa place. Une opposition, à partir du moment où elle est considérée, peut enrichir le débat. Les Français ont aussi leur histoire, leurs repères républicains. Sachons ne pas les décevoir.

Que ferez-vous quand la crise sera passée ?

Pour tout vous dire, je devais être en vacances à partir du 1^{er} mai. Je ne le serai pas. J'espère juste pouvoir partir tranquillement pendant quelque temps cet été avec mes proches. Faire une belle et bonne coupure, c'est nécessaire pour reposer cerveau, penser, lire, ne rien faire. Ne rien faire... un luxe superbe. ☺



GILLES BASSIGNAC/DIVERGENCE

Agriculture et industrie

Avec plus de 3 millions d'hectares de surface agricole utile (presque 11 % du territoire français), le Grand Est est la première région en terme de production de céréales et d'oléoprotéagineux (colza...) et la deuxième pour celle de blé tendre, de maïs, de betteraves et de pommes de terre. Elle compte 45 800 exploitations agricoles dont 16 160 viticoles – et deux vignobles prestigieux, Champagne et Alsace. C'est aussi la deuxième région industrielle hors Île-de-France, avec 16 500 établissements industriels qui fournissent 15,8 % des emplois de la région. Elle est spécialisée dans l'énergie, l'industrie manufacturière et l'agroalimentaire.

Jean Rottner

EN APARTÉ



SES DATES

1967 Naissance à Mulhouse.

1997 Entrée comme praticien urgentiste à l'hôpital de Mulhouse, après des études de médecine à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg.

2002 Adhésion à l'UMP (il était auparavant membre de l'UDF). Il est désigné comme suppléant de la députée Arlette Grosskost.

2005-2009 Directeur du pôle Samu-Smur de l'hôpital de Mulhouse.

2008-2010 Premier adjoint au maire de Mulhouse.

2010-2017 Maire de Mulhouse.

Juillet 2014 Lance une pétition contre le projet de nouvelle grande région s'étendant de l'Alsace à la Champagne.

2016-2017 Vice-président de la région Grand Est, chargé de la compétitivité des territoires et du numérique.

20 octobre 2017 Président du conseil régional du Grand Est. Il reste également premier adjoint au maire de Mulhouse.

DENIS BRINGARD/HEMIS.FR



SON LIEU

LA VALLÉE DE MASEVAUX

C'est la plus au sud des vallées vosgiennes, et le lieu de mes origines. C'est un décor sauvage, avec les plus hauts sommets vosgiens, des lacs un peu sombres, des fermes auberges. J'ai toujours adoré m'y balader, et je continue d'y aller régulièrement. À mes yeux, c'est la plus belle vallée du monde.

SON INSPIRATION

UNE CITATION DE PAUL ÉLUARD

« Il n'y a pas de hasard, il n'y a que des rendez-vous. »

Cette phrase, j'en fais presque ma devise. Dans la vie, il faut être prêt, et quand une porte s'ouvre, savoir en franchir le seuil.



KEYSIDIE-FRANCE/GAMMA